

A propos d'Internet et du mouvement « Sauvons la recherche »

Erwane Monthubert¹

Lorsqu'il donna le signal de la publication sur Internet du texte « Sauvons la Recherche », Alain Trautmann ne se doutait pas que le mouvement qu'il était en train d'initier marquerait l'actualité sociale des mois à venir. En revanche, le choix d'Internet comme vecteur de propagation, les décisions techniques effectuées le plus souvent dans l'urgence, relevaient d'une intuition dans la puissance de certaines formes de mobilisation de cet outil, fondée sur des expériences antérieures².

Le site « recherche-en-danger.apinc.org » (qui abritera la pétition « Sauvons la Recherche »), naît en mars 2003, de la volonté explicite d'Alain Trautmann d'utiliser l'expérience de 1998, lors de la mobilisation des chercheurs réagissant aux projets de réforme du CNRS par le ministre Claude Allègre. A l'époque la mobilisation bénéficie de la mise en place d'un site personnel, créé et administré par Michelle Schatzman, mathématicienne³. Cette mobilisation des chercheurs n'atteint certes pas le niveau qu'elle atteindra en 2003 mais cet outil de circulation des informations, largement consulté par la communauté (jusqu'à 850 visiteurs différents par jour au plus fort de la mobilisation), livre déjà les indices de ce qui sera possible quelques années plus tard.

Ce site personnel contenait des informations sur les différentes phases de mobilisation contre le projet Allègre, mais ne supportait pas de pétition. Cependant, peu après en 1998, sous l'impulsion de François Coulier⁴, depuis Marseille, une première pétition « électronique » dans le milieu des chercheurs voit le jour sur les problèmes posés par l'application du code des marchés publics. Elle reçoit 1300 signatures qui sont reçues par courrier électronique et comptabilisées à la main. Chacune des pétitions suivantes reçoit un

¹Doctorante en sciences de l'information et de la communication, LERASS équipe Médiapolis, Université Paul Sabatier Toulouse III. Professeure Contractuelle à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse.

²Entretien avec Alain Trautmann, 2 juillet 2004.

³<http://numerix.univ-lyon1.fr/~schatz/infocnrs.html> - Michelle Schatzman est directrice de Recherche CNRS.

nombre croissant de signataires et les listings sont chaque fois compilés pour lancer la pétition suivante. De cette mobilisation qui s'accroît lentement naît l'idée d'une revue de presse sur les problèmes de la recherche⁵. Le 19 mars 2003, Henri Audier⁶ utilise ce canal pour sa pétition demandant la démission de Claudie Haigneré⁷ qui recueille 7169 signatures. La création du site « recherche-en-danger » en mars 2003 fait d'abord cohabiter les deux sites moteurs de la mobilisation des chercheurs sur le mode de l'entraide. Ainsi les listings des pétitions gérés à Marseille sont-ils utilisés pour lancer la pétition « Sauvons la Recherche » et l'inscription à la revue de presse est-elle rapidement proposée directement sur le site « recherche-en-danger ». Le succès fulgurant de la pétition SLR va finalement orienter la majorité des efforts vers l'administration et la mise à jour du seul site « recherche-en-danger »⁸.

Avant cette concentration des forces, le site « recherche-en-danger » connaît entre mars 2003, date de sa création, et janvier 2004 ses premiers succès d'estime avec la publication de nombreuses tribunes et articles, ou encore de précédentes pétitions « réussies » selon les critères de mobilisation des scientifiques de l'avant 2004. Le coup d'éclat est « L'Appel de Cochin », lancé le 8 avril 2003, annonçant « l'enterrement de la recherche française » le 10 avril au Panthéon, qui réunit plus de 7500 signatures. Cette manifestation-spectacle rencontre un écho certain dans les médias. Dans les semaines qui suivent, les réactions syndicales, tribunes de personnalités, articles de nombreux chercheurs sur le site, aboutissent à ce qu'une partie des gels annoncés par le gouvernement soient réduits. Lorsque paraît la pétition « Sauvons la Recherche », neuf mois plus tard, le site « recherche-en-danger » est aussitôt réactivé et les éléments matériels, les premiers réseaux d'animateurs, les journalistes eux-mêmes, sont prêts. Nombre de ces derniers sont explicitement en attente d'une réaction de la communauté et sollicitent les chercheurs déjà associés à « l'Appel de Cochin » pour obtenir les informations de première main.

⁴ François Coulier, Chargé de recherche à l'Institut de cancérologie de Marseille.

⁵ qui perdure en 2005 avec près de 2000 inscrits.

⁶ Henri Audier, chimiste, DR CNRS, membre du bureau national du syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FSU), acteur du colloque national sur la recherche dit « Chevènement » en 1982. Il devient, dès le lancement de la pétition « Sauvons la recherche », un pilier du mouvement.

⁷ Ministre de la recherche à cette date et pendant le mouvement « Sauvons la recherche ».

⁸ dont François Coulier rejoint l'équipe d'animateurs en alimentant notamment l'espace de documentation et de revue de presse

Une transformation de la relation représentants/représentés

Fin décembre 2003, un premier texte, « Le silence des agneaux », rédigé par des biologistes des Instituts Cochin, Curie et Pasteur⁹ est longuement discuté en cercle restreint via Internet. Avant sa publication sur Internet, le 7 janvier, il leur faut tout d'abord mobiliser grâce au courrier électronique les premiers cercles pour réunir les 150 premières signatures. Puis, dès la publication en ligne, les listes de diffusion propagent l'information : listes de membres de sociétés savantes, de syndicats, de collaborateurs, élargissent très rapidement l'audience de la pétition.

C'est aussi sur Internet que se joue la « mesure d'audience » du mouvement. La courbe de signature de la pétition, et notamment sa pente, qui témoigne de la vitesse de diffusion et d'adhésion des chercheurs, permet aux observateurs de tous bords de mesurer en direct le degré de mobilisation des chercheurs, puis celui des « citoyens » pétitionnant en soutien au mouvement. Des témoignages racontent la fascination qu'a pu exercer ce décompte de signatures sur de nombreux internautes, évoluant minute par minute, au gré de la réactualisation de la page dans le navigateur. Durant les premières semaines du mouvement, le décompte de signatures constitue l'événement¹⁰. Il est en lui-même une actualité digne d'être relayée largement dans la presse, au risque d'être dépassée au moment de la parution. La couverture médiatique exceptionnelle de la courbe crée un cercle vertueux, élargissant encore le potentiel de signatures.

La courbe de signatures rend également visibles les effets de l'actualité sur les chercheurs. Ainsi chaque déclaration gouvernementale, comme la première intervention du Premier Ministre sur le sujet, le 12 janvier lors de ses vœux à la presse, où il nie que les moyens publics de la recherche soient en diminution, est saluée par près de 7 000 signatures supplémentaires en deux jours. Et quand Claudie Haigneré, ministre de tutelle des chercheurs, écrit à tous les chercheurs le 22 janvier pour les rassurer, elle fait doubler le nombre de signataires par jour.

Sur le site « recherche-en-danger », ce sont aussi plus de 600 contributions d'internautes publiées en quelques semaines et des milliers de messages de forum qui

⁹ Ces trois instituts prestigieux sont situés géographiquement dans un périmètre restreint au centre de Paris.

¹⁰ Le journal Libération en donne le décompte quotidien dans sa rubrique « chiffres du jour. »

permettent de donner en direct une mesure de l'opinion, tant aux acteurs du mouvement qu'à ses observateurs. Quand Jacques Chirac répond au Collectif « Sauvons la Recherche » par une lettre immédiatement publiée sur le site¹¹, des centaines d'internautes exaspérés s'expriment sur le forum dans les trois jours suivants. C'est également la circulation d'informations et de commentaires émanant du collectif « Sauvons la Recherche » directement par le biais d'une liste de diffusion de plus de 130 000 abonnés, et indirectement par renvoi à un nombre incalculable de personnes.

Au-delà de ce rôle classique de mobilisation et d'information, si l'usage d'Internet comme vecteur principal d'information par SLR contribue à l'élaboration des fonctions communes des mouvements sociaux (par exemple, assurer la cohésion du groupe, construire une identité, communiquer, développer des modalités d'action adaptées, etc.), son utilisation par le mouvement réinvestit ces fonctions communes, en leur donnant une autre dimension, voire une autre signification. Internet intervient directement dans la structuration du mouvement en permettant la mise en circulation rapide des informations et l'élaboration de stratégies à distance.

La constitution du collectif national de SLR ne suit pas, lors de ce mouvement, des procédures de type « démocratie participative » (avec élection, désignation ou délégation de représentants par la base)¹² : le processus implicite de désignation des membres du collectif est la cooptation, sur la base du volontariat. En contrepartie, il en résulte une transparence inhabituelle dans la circulation des informations, y compris des points délicats ou faisant débat au sein du collectif. Au-delà des comptes rendus détaillés, régulièrement mis à jour sur le site et envoyés à tous les signataires par la liste de diffusion générale, la quasi-totalité des informations, même sensibles, circulent largement sur une liste restreinte. A priori destinées aux membres du collectif national d'animation, elles sont souvent diffusées bien au-delà.¹³ Des échanges animés de messages entre membres du collectif sur l'opportunité de soutenir des luttes engagées dans d'autres secteurs sont par exemple réexpédiés à tous les signataires de certains groupes locaux¹⁴. Aucun débat interne, hésitation ou « coup de

¹¹ Lettre du Président de la République au porte-parole du collectif "Sauvons la Recherche" le 17 mars 2004

¹² Comme on retrouve principalement dans les mobilisations catégorielles menées par les syndicats ou organisées sous formes de coordinations.

¹³ Certains responsables de collectifs locaux, bénéficiant d'une liberté totale à ce niveau comme dans beaucoup d'autres, ont souvent choisi de diffuser largement tout ou partie des informations circulant par les mails, même les plus sensibles, à l'ensemble des membres actifs locaux (Midi-pyrénées) ou même parfois à l'ensemble des signataires de la région (Caen).

¹⁴ La question de la « convergence des luttes », par exemple, fut un objet de débats très vifs entre membres de la

gueule », n'échappe à l'observateur qui pousse son investigation au-delà des seuls communiqués officiels.

Si les rapports de force sociaux les plus classiques¹⁵ ne sont sans doute pas remis en cause, le mouvement SLR redéfinit la relation mandataires/mandatés. Internet ne constitue pas, en soi, un mieux-disant démocratique, mais son usage intensif, dans le cadre de ce mouvement, joue un rôle fondamental dans le pacte de confiance des chercheurs vis à vis des leaders du mouvement, à la base comme chez les responsables locaux.

« Les discussions sur le côté démocratique de SLR au moment de son "âge d'or"[font] franchement rigoler les provinciaux, surtout ceux du quart monde (sans TGV à portée de main - Lyon, Grenoble ou même Marseille est en "banlieue" parisienne par rapport à Brest ou Toulouse) : pour avoir assisté à certaines réunions de SLR à Cochin, il est clair que la démocratie était exemplaire pour les présents (ça faisait un peu démocratie "latine" à l'ancienne : les démocrates éclairés discutaient au sénat pour le peuple et les esclaves - doctorants/post docs/ITA). C'est un constat et non une critique, car [...] il y avait urgence d'une part, et confiance d'autre part ; la confiance provenant du fait qu'il y avait circulation de l'information assez rapidement et donc contrôle a posteriori pratiquement en temps réel. En outre, le travail par le WEB [...] était remarquable¹⁶ ».

L'usage massif d'Internet a contribué à faire l'économie d'une formalisation du fonctionnement du collectif. Alors que la plupart des mouvements sociaux sont influencés par les modes traditionnels (et donc hiérarchiques) de militantisme, l'usage intensif des listes de discussion permet aux membres des comités locaux, non seulement de s'informer, mais parfois même de réussir à peser sur les débats stratégiques et de les sortir du carré de « la montagne Sainte-Geneviève¹⁷ », et au réseau national de se constituer en incluant aussi bien des entités identifiées « SLR » que d'autres groupes préexistants, mais poursuivant des buts

liste de diffusion, de même que la constitution du CIP ainsi que la question de la participation de SLR à la démarche et des formes de son engagement dans le CIP.

¹⁵ Paris/province, disciplines dominantes/dominées, CNRS/Universités, directeurs/doctorants...

¹⁶ Laurent Mémery, océanographe, l'un des animateurs du collectif de Brest, dans un mail adressé à la liste restreinte du collectif le 11/11/04.

¹⁷ Comme de nombreux provinciaux désignent les membres du collectif national dans des mails tantôt affectueux, tantôt moqueurs.

convergents (intersyndicales locales, associations de jeunes chercheurs...).

Certaines procédures, liées à Internet, jouent également un rôle de « marqueur symbolique » au cours de ce mouvement. L'inscription sur cette fameuse liste de diffusion restreinte est le seul critère d'appartenance au collectif national d'animation du mouvement. De même, la création, toujours sur la base du volontariat, d'une rubrique sur le site « recherche-en-danger.apinc.org » marquant l'existence d'un nouveau « comité local » correspond à une reconnaissance officielle dudit comité local. Les responsables locaux reçoivent alors comme « cadeau de bienvenue » l'ensemble des procédures et des codes permettant de gérer le site et sont immédiatement inscrits sur la liste de diffusion restreinte. Par l'outil Internet, leur autorité (et partant, la reconnaissance de leurs pairs) s'obtient localement plus par l'aptitude à diffuser une information pertinente (qui le sera d'autant plus qu'elle est limitée à quelques acteurs définis), que par une prétention à représenter et à parler au nom d'un groupe (au demeurant présentant des contours flous et plus ou moins virtuel). Autrement dit cette autorité semble se focaliser sur ceux qui sont aptes à faire preuve de leur accès à des sources d'information sélective.¹⁸ Ainsi, dans certains collectifs, l'inscription sur la liste de diffusion du collectif national (SLR-CN) représente un enjeu de légitimation et de pouvoir. Ainsi dans le collectif local de Bordeaux, « *le responsable C. Mulle s'est imposé comme représentant dans la mesure où il mettait à disposition du groupe ses propres ressources et informations (obtenues par une mailing liste national des divers correspondants SLR, ainsi que par ses liens avec A.Trautmann).*¹⁹

C'est par les informations diffusées sur le site (ou sur les nombreux sites « satellites » locaux²⁰) concernant la vie des comités SLR en région, que peut se mesurer, y compris pour les animateurs nationaux, l'état de la mobilisation sur toute la France et dans le Monde entier (avec un groupe de mobilisation « expatriés » travaillant exclusivement via le réseau). Certains membres à part entière du collectif national, et participant de ce fait à une partie des processus collectifs de décision, animateurs de comités locaux, ne font connaissance physiquement que bien des mois plus tard.

Enfin, si Internet influe sur la structuration même du mouvement, c'est qu'il

¹⁸ Gitlin, T. in *The Whole World is Watching. Mass Media and the making and unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press, 1980.

¹⁹ Cadiou S. et Franquemagne G., *Des chercheurs en colère, retour (d'expérience) sur une mobilisation*, in journée d'étude *Les mobilisations émergentes. Causes, acteurs et pratiques*, IEP-Bordeaux, 2-3/12/2004, à paraître

privilégie plus ou moins volontairement, par les choix techniques employés pour présenter la pétition et ses signataires, la quantité des signataires à la qualité, traditionnellement relevée par les médias en matière de pétition, notamment d'intellectuels. Débordé par le succès de la pétition, le webmestre qui avait prévu d'afficher la liste complète des signataires doit se restreindre à n'afficher que les 300 derniers sous peine de saturer le serveur. Au-delà des 150 premiers signataires, tous directeurs d'unités ou chefs d'équipes et de quelques exceptions médiatisées²¹, c'est le nombre total de signataires qui prime toujours. Plusieurs dizaines de messages arrivent au webmestre du site pour remercier d'avoir donné l'occasion de signer et de soutenir la recherche, certains allant même jusqu'à dire qu'ils n'auraient pas forcément osé le faire dans des conditions qui auraient plus largement mis en avant certains signataires et par là-même hiérarchisé les signatures.

Le mouvement SLR devient une véritable communauté Internet : 10 000 visites par jour sur le site principal, 1500 rédacteurs inscrits, 600 articles et contributions venus de tous horizons, des milliers de messages de forum, une revue de presse régulière, une lettre d'information périodique, et des dizaines de sites satellites locaux (Grenoble, Lyon,...) thématiques ou catégoriels (jeunes, expatriés, précaires...). Mesure de mobilisation et d'opinion, manifestation « mondiale » grâce à la publication sur une page unique des photographies des mobilisations des expatriés du monde entier²², circulation d'informations, d'idées et d'outils de mobilisation, échanges d'argumentaires : grâce au site une forme de mobilisation virtuelle, collective comme individuelle, est possible. Sans pour autant être en première ligne de la mobilisation, de nombreux chercheurs, dans leur laboratoire, se sentent alors entièrement partie prenante de ce mouvement, liés notamment par cette circulation d'informations générée par Internet. Si certains se manifestent physiquement lors des grands rendez-vous que sont les manifestations locales ou nationales, cette activité militante « quasi virtuelle » ne se concrétise parfois physiquement que par l'apposition du logo directement imprimé du site sur la porte du bureau, du casier... et parfois même se réduit à la connexion régulière sur le site ou encore au simple fait de recevoir les messages de la liste de diffusion, de les lire et de les renvoyer à son propre carnet d'adresses. L'usage massif d'Internet favorise un « engagement distancié » et restreint permettant de préserver un « quant-à-soi » à

²⁰Nice, Lyon, Grenoble, Expatriés...

²¹Essentiellement Axel Kahn, généticien, déjà bien connu des médias, devenu de fait, un interlocuteur privilégié de la presse au cours du mouvement.

²²Le 18 et le 19 mars 2004, en accompagnement de la manifestation nationale "SLR".

l'abri d'un engagement total²³.

Outre le titre de la pétition « Sauvons la Recherche », devenu identité du mouvement, l'adresse Internet du site de mobilisation des chercheurs (recherche-en-danger.apinc.org) devient aussi un symbole d'identification de la communauté en lutte : présente sur les badges et autocollants « officiels », de nombreuses banderoles lors des manifestations l'affichaient, comme s'il s'agissait finalement de l'apparition publique et physique de cette communauté constituée d'abord virtuellement.

Mouvement du libre et mouvement des chercheurs: des réseaux et des valeurs partagés

Le « miracle » de l'informatique et d'Internet en particulier, c'est que l'ensemble de cette « machine de guerre » est gérée depuis un domicile privé de Toulouse et au seul moyen d'une connexion ADSL. Mais dans cette expérience de mobilisation soutenue par Internet, la technique ne vaut, comme toujours, que par ses usages. Ce n'est pas Internet qui fait le mouvement des chercheurs, mais les usages qui en sont faits : c'est toute une communauté qui se trouve mobilisée sur le terrain.

Tout cela n'est le fruit d'un heureux hasard. Il s'agit plutôt d'un exemple de mise en œuvre des valeurs et des pratiques portées par une communauté minoritaire d'Internet. Des valeurs qui revendiquent la filiation des pionniers d'Internet. Depuis l'utilisation des moyens et techniques jusqu'à la mobilisation d'un réseau humain, la « communauté du libre » rend possible le mouvement des chercheurs.

Le site « recherche-en-danger.apinc.org » est créé en mars 2003 par Bertrand Monthubert, maître de conférences en mathématiques à l'université Paul Sabatier à Toulouse, sur une idée d'Alain Trautmann, biologiste à l'Institut Cochin à Paris. Ces deux chercheurs avaient été mis en relation par Michel Broué, directeur de l'Institut Henri Poincaré et ancien directeur du Département de Mathématiques et Informatique à l'Ecole Normale Supérieure alors que Bertrand Monthubert y était lui-même élève ²⁴. Ce site a pour objectif de fournir des outils à ceux qui désirent protester contre la politique du gouvernement en matière de recherche. Il faut donc pouvoir publier des articles, des pétitions, répondre aux articles... Ce que SPIP (Système de Publication pour l'Internet) permet de réaliser assez facilement, et

²³ Voir les analyses de Jacques Ion sur les mutations de l'engagement, cf. *La fin des militants ?*, op. cit

²⁴ Les quatre « fondateurs » du site « recherche-en-danger » : Henri Audier, chimiste, Michel Broué,

gratuitement. Ce système de gestion de contenus, utilisé par un nombre grandissant de sites (notamment associatifs), est de fait un concurrent des logiciels professionnels payants. Mais ce qui distingue cet outil, au-delà de sa gratuité, c'est la possibilité d'accéder au code source et de le modifier, c'est-à-dire de contrôler la partie cachée du logiciel, là où les différentes fonctionnalités sont programmées. Et donc d'adapter le logiciel en fonction des besoins du site, ce qui a été fréquent pendant tout le mouvement des chercheurs. Ces adaptations au profit du site recherche-en-danger sont parfois directement réalisées par les créateurs de SPIP eux-mêmes, intéressés de voir comment SPIP se comporte dans une situation d'usage aussi intensif.

Pour ce site il faut également trouver un hébergeur. L'Association Pour un Internet Non-Commercial (APINC) semble dès le départ posséder les qualités nécessaires : philosophie, modicité de la cotisation annuelle, absence de publicités, mise à disposition de tous les outils libres indispensables pour la création d'un site. Mais l'APINC représente rapidement beaucoup plus qu'un simple prestataire, il devient au fil des jours un partenaire essentiel du mouvement. Dès les premiers jours de la pétition, le nombre de connexions dépasse largement le maximum prévu, handicapant ainsi les autres sites hébergés par l'APINC. Alors qu'un hébergeur commercial aurait tout simplement coupé les tuyaux, l'APINC au contraire met ses moyens au service du mouvement, en plaçant le site sur un serveur dédié, en aidant à l'optimisation du site... Laurent Labat, un des administrateurs de l'APINC, par ailleurs doctorant en informatique, devient ainsi un des piliers de l'équipe d'administration du site.

C'est jusqu'à l'équipe de SYMPA, le logiciel (libre) qui permet de gérer les listes de diffusion, notamment les 130 000 messages envoyés régulièrement aux signataires inscrits, qui propose ses services en cas de besoin.

Cette « machine de guerre » est portée par une communauté du libre d'autant plus naturellement disposée à s'investir dans des objectifs techniques communs qu'elle se trouve à la fois en situation de tester ses projets, ses produits et que l'esprit démocratique qu'elle porte se trouve à l'œuvre sur le terrain. Cette alliance entre les chercheurs et des promoteurs du logiciel libre n'est pas fortuite. On peut en trouver quelques origines dans l'approche de l'informatique dispensée dans le milieu universitaire qui a marqué cette génération de trentenaires. La politique ambitieuse menée par le Département de Mathématiques et Informatique de l'Ecole Normale Supérieure, dirigé à l'époque par Michel Broué, en est une

illustration. Les choix techniques faits au milieu des années 80 par la direction sont audacieux : il faut une forte volonté pour imposer l'utilisation d'UNIX plutôt que l'univers Microsoft. Dès l'entrée à l'ENS, les élèves se retrouvent face à des ordinateurs sous UNIX, connectés à Internet à une époque où personne ne sait ce que c'est. L'état d'esprit qui règne dans la salle des machines repose sur la collaboration, et sur la volonté de maîtriser totalement les outils. Quant au commerce, c'est une notion qui semble saugrenue... On y trouve, parmi les enseignants d'informatique, des personnalités comme Roberto Di Cosmo, auteur de plusieurs ouvrages précurseurs décrivant les dangers de la domination de Microsoft et de ses codes protégés.

De cette génération sont issus nombre de jeunes que l'on retrouve maintenant à différents croisements de l'aventure du libre, comme Stéphane Fermigier, l'un des fondateurs de l'AFUL²⁵, ou Philippe Rivière, l'un des créateurs du logiciel SPIP. Et le site « recherche-engage » qui abrite la pétition « Sauvons la recherche », est développé par un de leurs anciens camarades de l'ENS. C'est ici la mise en œuvre d'une philosophie ancrée dans la tradition d'Internet, dans une culture profondément en phase avec les valeurs de la recherche fondamentale : échange, gratuité, égalité, innovation, universalité, collaboration, mise à disposition des résultats scientifiques et des processus qui y conduisent.

Les chercheurs²⁶ ont créé Internet et se sont fait petit à petit déposséder de leur créature par l'ouverture (très débattue à l'époque) au commerce. Les valeurs fondatrices se perpétuent à la marge via le développement d'un univers logiciel qui est devenu une alternative à la toute-puissance du monopole. Le mouvement des chercheurs s'appuie sur le mouvement du logiciel libre, issu des mêmes valeurs. Et dans le contenu même de ses réflexions, la question de l'appropriation de la connaissance prend une place importante. Dans les documents issus des Etats généraux de la recherche, l'importance de la libre circulation des connaissances scientifiques est explicitée. Le refus du brevetage des idées et concepts y est précisé :

« La connaissance scientifique présente des traits spécifiques, qui en font un bien aux propriétés particulières : un bien public. Toute connaissance ne peut être diminuée par le partage ; le fait qu'un individu y accède n'en prive pas les autres. En outre, nul ne peut être exclu de la connaissance scientifique car la publication en assure le libre accès. L'appropriation de la connaissance est

²⁵ Association Française des Utilisateurs du Libre

²⁶ Financés par la défense américaine.

ainsi illégitime et incohérente avec la démarche scientifique : on ne peut, et on ne doit pas, breveter les concepts ou les idées mais seulement les procédures et techniques qui en sont issues".²⁷

On peut voir dans la bataille contre le brevet logiciel l'écho de ces préoccupations. Les protagonistes du logiciel libre s'appuient donc sur des valeurs qui font la puissance de la recherche scientifique. Et les chercheurs, en retour, tirent le meilleur parti des outils du libre.

Les Etats généraux : échanges virtuels, élaboration collective

Pour la deuxième phase de mobilisation des chercheurs autour des Etats généraux de la recherche, l'utilisation des outils Internet se poursuit. A la phase initiale artisanale du mouvement SLR se substitue une organisation plus professionnelle avec l'embauche d'un webmestre par les organisateurs. Le CIP (Comité d'Initiative et de Proposition) s'appuie sur les réseaux SLR locaux existants pour structurer son travail en région, et de la même façon que le site SLR a « validé » leur existence, la création des CloEG (Comités locaux d'organisation des Etats Généraux) est officialisée par la mise en ligne d'une rubrique dédiée sur le site du CIP, précédée de la mention : « *Les Comités Régionaux de la liste ci-dessous sont considérés comme validés par le CIP.* » signée par E.E. Baulieu et E. Brézin.

²⁷« Rapport des Etats généraux de la recherche, §I.1.1.a Elaborer les connaissances scientifiques, page 16. Dès avril 2002 à Montréal, au cours de la conférence "2001 Bagues, Globalisme et pluralisme", Patrice Flichy, LATTS, Université de Marne la vallée, dans une intervention intitulée "*Les logiciels libres : un modèle fécond*", présentait l'informatique comme "*un nouveau bien public géré comme la science*". "*les trois principes des logiciels libres : liberté de diffusion, d'utilisation et de modification sont également applicables à la science. La science se développe dans un cadre d'intérêt général, elle n'est pas appropriable par des individus spécifiques mais est accessible à tous.*"

L'exploration des possibilités offertes par l'outil s'accroît encore dans cette phase : usage des outils d'élaboration de textes collaboratifs, consultations électroniques en ligne dans certains CloEG²⁸, diffusion en direct des assises nationales sur une « webTV²⁹ » et recrutement de « web-reporters » parmi les participants aux Assises pour la mise en ligne de comptes rendus des séances moins de deux heures après leur fin³⁰... Certains CloEG se structurent uniquement autour d'un travail via Internet et sont définis comme « comités virtuels », tel le Comité Jeunes Chercheurs présenté ainsi sur le site du CIP : « comité transversal « virtuel » fédérant les réflexions de jeunes chercheurs et de chercheurs expatriés sur le portail <http://etats-generaux.jeunes-chercheurs.org> ».

Si de nombreux comités effectuent une grande partie de leur travail de réflexion, de mobilisation et de structuration via le web, c'est surtout dans l'interaction entre les 35 différents CloEGs et le CIP, et aussi à l'intérieur des équipes de rédacteurs constituées de membres du CIP et des CloEGs, que peut se prendre la mesure de la capacité de la communauté des chercheurs à exploiter l'outil pour permettre l'élaboration collective de propositions développées et portées par l'essentiel de la communauté. L'avertissement du *Rapport des Etats généraux de la recherche* présente ainsi le travail effectué :

"Si l'on compare les conditions dans lesquelles se sont déroulés les débats de 1981 et de 2004, on peut souligner les différences suivantes. D'abord, en 2004, le débat a fait appel très largement à des moyens qui n'étaient pas accessibles à tous en 1981 : le courrier électronique et un site web. [...] Le débat de 2004 est réellement parti de la base, et a été entièrement organisé par des scientifiques cooptés et soucieux d'une consultation la plus large de tous les acteurs de la recherche. "

²⁸ Par exemple, consultation électronique en Midi-Pyrénées du 13 au 15/10 sur les propositions du «rapport d'étape du 30/09/04, auprès des signataires locaux de la pétition «SLR»

²⁹ Colloques et Conférences, sur Canal U. <http://colloquesetconferences.u-strasbg.fr/>

³⁰ Des milliers d'internautes ont ainsi assisté virtuellement aux Assises en même temps qu'elles se déroulaient

Pendant les longs mois d'élaboration du rapport des Etats généraux, les échanges de mails sont nombreux entre les différents acteurs des Etats généraux, que ce soit au niveau des membres actifs des CloEGs ou au sein des équipes de rédacteurs. Ces échanges virtuels, souvent riches en débats contradictoires, génèrent parfois, entre les réunions physiques des responsables, des tensions diverses que les regroupements à Paris réussissent généralement à aplanir par la confrontation des points de vue, en direct. Ils permettent de construire, progressivement, le contenu de ce qui donne lieu aux propositions émises par le rapport final.

Cette élaboration collective utilise majoritairement le site web comme vecteur de circulation et de contrôle, avec la publication systématique des travaux effectués par les CloEG et par le CIP, comme le souligne Olivier Gandrillon, animateur du CloEG de Lyon³¹ :

"Tout a été fait de façon transparente et le web a été un instrument absolument majeur pour cela. Tout a été systématiquement public, exposé sur le web, toutes les versions des synthèses, les synthèses des CloEGs... Si vous voulez comparer les textes [...] en disant : il y a 12 CloEGs qui ont fait cette proposition, on peut faire l'exercice ! ».

La publication systématique des versions constitue en soi une originalité et une garantie de transparence, au risque des malentendus. Ainsi, certaines opinions énoncées dans la presse relatant des points de vue portant uniquement sur des synthèses locales ou des étapes intermédiaires d'élaboration des propositions, engendrent parfois irritations et frustrations. Ceux-ci s'expriment dans le contenu des mails échangés. Mais l'ampleur de la diffusion du rapport de synthèse (plus de 57 000 téléchargements au 30 octobre) répond à l'exigence de renseignement, à la source même de l'information, par la communauté des chercheurs.

³¹ Intervention le 29/10/04 lors des Assises des Etats généraux à Grenoble "Les CloEGs unis dans la diversité".

La constitution d'un savoir-faire militant ?

Les optimistes prédisaient que l'appel « Sauvons la Recherche » pourrait atteindre 5000 signatures. Trois mois plus tard il en atteint 75 000 parmi les chercheurs, pendant qu'une pétition citoyenne de non-chercheurs soutenant cette action est signée par 250 000 personnes environ³². Si la fronde des chercheurs ne relève pas de la génération spontanée, l'importance de la mobilisation est une surprise pour de nombreux observateurs, et pour les chercheurs en premier lieu. Les chercheurs étaient résignés à être relativement isolés et en tous cas dépourvus de moyens pour gêner le gouvernement : rien de comparable avec une grève des transports ou des écoles, avec des camions de fumier déversés devant une préfecture. Mais ce mouvement possède initialement deux des principales ressources des groupes d'intérêt : la vertu des acteurs et la construction scientifique des revendications. Leur maîtrise collective d'un outil puissant, Internet, fondé sur des valeurs communes avec celles de la recherche scientifique, leur permet de cumuler avec la troisième ressource essentielle : le nombre³³.

La conduite d'un mouvement revendicatif autour des technologies d'Internet n'avait jamais encore atteint en France une telle ampleur³⁴. Au point que plusieurs mouvements ultérieurs ont revendiqué leur filiation avec le modèle de ce mouvement : ainsi les médecins hospitaliers ou le personnel d'EDF luttant contre la privatisation de leur entreprise, ou encore les enseignants de lycées, allant même parfois jusqu'à contacter les webmasters des sites SLR et CIP pour leur demander leur « expertise » à propos des sites militants.

Reste à savoir si cette expérience peut, en elle seule, constituer un modèle.

³² Comptabilisées sur une base de donnée publiée sur le site Internet <http://recherche-en-danger.apinc.org>.

³³ Offerlé M., in *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, 1996.

³⁴ Même si d'autres mouvements ont initié dans leur pratique les usages des TIC.

BIBLIOGRAPHIE

BOURDIEU (Pierre), *Homo academicus*, Paris, Éd. de Minuit, coll. « Le Sens commun », 1984, 302 p. ; nouv. éd. augm., 1992, 317 p.

CADIOU (Stéphane) et FRANQUEMAGNE (Gaël), *Des chercheurs en colère, retour (d'expérience) sur une mobilisation*, in journée d'étude *Les mobilisations émergentes. Causes, acteurs et pratiques*, IEP-Bordeaux, 2-3/12/2004, à paraître.

CAMUS –VIGUÉ (Agnès) et GAUDET (Françoise), *Un colloque sur le Web. Une règle du jeu à inventer ?*, Réseaux, Communication, Technologie, Société, no124, juin 2004, pp. 247-275.

CARDON (Dominique) et GRANJON (Fabien), *Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet*, Mouvements, no25, janvier-février 2003, pp. 67-73.

CARDON (Dominique) et HEURTIN (Jean-Philippe), *Force et faiblesse de la mise en réseau des mouvements de contestation sociale et internationale*, communication au séminaire *Démocratie et réseaux*, France Télécom R & D, CEVIPOF, juin 2003.

CARDON (Dominique), HEURTIN (Jean-Philippe), MARTIN (Olivier), PHARABOD (Anne-Sylvie) et ROZIER (Sabine), *Les formats de la générosité. Exercice de sociologie d'un programme télévisuel*, Réseaux, Communication, Technologie, Société, no95, 1999, pp. 15-105.

DUVAL (Jacques), al., *Le décembres des intellectuels français*, Paris, Liber/raisons d'Agir, 1998, 126 p.

FLICHY (Patrice), *Les logiciels libres : un modèle fécond*, in *2001 Bogues. Globalisme et pluralisme*, GRICIS/ UQAM, Montréal (Québec, Canada), 24 au 27 avril 2002.

FLICHY (Patrice) et GINGRAS (Anne-Marie), *La démocratie et les nouvelles technologies*

de l'information et de la communication : illusions de la démocratie directe et exigences de l'action collective, Politique et Sociétés, vol. 18, no2, 1999, pp. 37-59.

GITLIN (Todd), *The Whole World is Watching. Mass Media and the making and unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press, 1980.

ION (Jacques), *La fin des militants ?*, Ed. de l'Atelier, 1997, 128 pages.

ION (Jacques), *Engagement associatifs et espaces publics*, Mouvements, n°3, 1999.

OFFERLÉ (Michel), *Sociologie des groupes d'intérêts*, Paris, Montchrestien, coll. « Clefs. Politique », 1994, 157 p. 2e éd., 1998, 158 p.

TRAUTMANN (Flore), *Internet au service de la démocratie ? Le cas d'ATTAC*, Paris, Cahiers du CEVIPOF, octobre 2001, pp. 1-105.